

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2016/27100]

21 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 418/3 à 418/14 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatifs à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 418/3 à 418/14;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2013;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 21 juin 2013;

Vu l'avis 53/2014 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 3 septembre 2014;

Vu l'avis n° 58.851/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le titre 1^{er} du livre VII de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un chapitre VI comportant les articles 1607/1 à 1607/10, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI. — Etablissements de soins – Reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé en vue de l'octroi d'une subvention

Art. 1607/1. Au minimum tous les deux ans, la plate-forme réalise un audit informatique basé sur la sécurité de son infrastructure et de ses procédures de gestion.

Art. 1607/2. Dans un délai de six mois à dater de sa reconnaissance, l'équipe visée à l'article 418/10, 4^o, du Code décretaal se compose en outre au minimum :

- a) d'une fonction d'encadrement;
- b) d'une fonction administrative de type universitaire ou son équivalent;
- c) d'un secrétariat;
- d) d'une cellule de développement et de support pour les utilisateurs.

Art. 1607/3. Une demande de reconnaissance peut être introduite auprès du Ministre par toute association ou fondation attestant, sur la base de documents probants, répondre aux conditions fixées à l'article 418/10 du Code décretaal, dans un délai de trente jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

La demande de reconnaissance visée à l'alinéa 1^{er} doit être introduite par l'association ou la fondation au moyen du formulaire repris à l'annexe du présent arrêté.

Dans un délai de trente jours à dater de la clôture du dépôt des demandes de reconnaissance, le Ministre statue sur celles-ci ou décide de saisir le jury conformément à l'article 418/11 du Code décretaal.

Le jury chargé d'effectuer la sélection, conformément à l'article 418/11 du Code décretaal, de l'association ou de la fondation qui sera reconnue en tant que plate-forme, est composé des membres suivants :

- 1° un représentant du Ministre qui préside le jury;
- 2° un représentant de l'Administration;
- 3° un représentant de la banque carrefour d'échange de données;
- 4° un représentant des acteurs de santé désigné par le Ministre.

Un représentant de la plate-forme eHealth est associé aux travaux du jury.

Le jury rend et communique sa décision au Ministre dans un délai de trente jours à dater de sa saisine à la majorité simple des voix exprimées; l'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. A dater de cette décision, le Ministre procède à la reconnaissance d'une plate-forme.

Art. 1607/4. Tous les trois ans, la plate-forme soumet pour approbation au Ministre son plan d'action.

Art. 1607/5. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre octroie annuellement une subvention couvrant totalement ou partiellement les frais de personnel et de fonctionnement de la plate-forme.

Le Ministre peut allouer des subventions d'investissement sur la base d'une demande de la plate-forme, accompagnée d'une justification.

Art. 1607/6. § 1^{er}. Les dépenses de personnel, destinées à couvrir les frais de personnel, sont prises en considération à concurrence des échelles barémiques du Service public de Wallonie. Les subventions pour dépenses de personnel couvrent :

- 1° le salaire brut du personnel;
- 2° les charges de sécurité sociale patronale, celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année, aux autres frais divers et aux autres obligations légales et conventionnelles relatives au personnel et aux frais de secrétariat social.

§ 2. Ne sont admissibles au titre de frais de personnel que les dépenses relatives au personnel engagé sous contrat de travail et non déjà prises en charge dans le cadre d'une autre subvention ou de toute mesure d'aide à l'emploi quel que soit le pouvoir subsidiant.

Art. 1607/7. Les frais de fonctionnement sont pris en considération dans la mesure où ils permettent à la plate-forme de remplir ses missions par des dépenses courantes.

Art. 1607/8. Les subventions d'investissement sont liquidées sur la base des factures y afférentes.

Art. 1607/9. Avant de suspendre ou de retirer la reconnaissance, le Ministre en informe préalablement la plate-forme par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et la met en demeure.

La plate-forme dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de la mise en demeure du Ministre pour transmettre ses observations écrites par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Ministre statue dans les trente jours suivant la réception des observations visées à l'alinéa 2. La décision est notifiée à la plate-forme par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

Art. 1607/10. Chaque année, au moins une réunion est organisée par le Ministre en vue de fixer les modalités de collaboration avec la plate-forme, notamment celles liées au respect des échéances prévues par les articles 418/3 à 418/14 du Code décretaal et par le présent arrêté. ».

Art. 3. Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 avril 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe



DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ ET DES INFRASTRUCTURES MÉDICO-SOCIALES
Direction des Soins hospitaliers

FORMULAIRE

Demande de reconnaissance en tant que plate-forme d'échange électronique des données de santé

A envoyer **par courrier recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi**
Au Cabinet de Monsieur Maxime PREVOT, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sis Place des Célestines, 1 à 5000 NAMUR

Tous les champs sont obligatoires, sauf mention contraire

CADRE 1 : IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Dénomination :

Statut juridique (cochez la case correspondante) : **ASBL**

FONDATION

Siège social :

Rue :

CP : **Localité :**

Siège(s) d'activité :

Rue :

CP : **Localité :**

BCE -N° d'Entreprise :

Personne de contact :

N° de téléphone :

Adresse courrielle :

Joindre une copie des statuts publiés aux annexes du **Moniteur belge**

CADRE 2 : CONDITIONS DE RECONNAISSANCE

Le demandeur atteste répondre aux conditions de reconnaissance suivantes (en cas de réponse positive, veuillez cocher la case correspondante) :

est constitué sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

a son siège d'activité sur le territoire de la région de langue française;

est composé de représentants de médecins généralistes et de médecins hospitaliers, eux-mêmes médecins généralistes ou médecins hospitaliers;

s'engage à disposer, dans un délai de six mois à dater de sa reconnaissance, d'une équipe composée au minimum de :

- un médecin responsable de la surveillance médicale ;
- un conseiller en sécurité de l'information ;
- une fonction d'encadrement ;
- une fonction administrative de type universitaire ou son équivalent ;
- un secrétariat ;
- une cellule de développement et de support pour les utilisateurs.

se conforme à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à l'article 458 du Code pénal garantissant le secret professionnel, à la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'exercice des professions de la santé et prend en compte les recommandations des ordres professionnels compétents en matière de santé;

respecte l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, ainsi que l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013;

dispose d'une autorisation du comité sectoriel du Registre national pour l'utilisation du numéro du Registre national, conformément à la loi du 8 août 1983 portant organisation d'un Registre national des personnes physiques et à la loi du 5 mai 2014 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier;


Joindre une copie de cette autorisation du comité sectoriel du Registre national

se conforme au règlement du partage de données de santé entre les systèmes de santé connectés via le répertoire de références de la plate-forme eHealth, et notamment, a obtenu l'approbation de la section santé du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé concernant une demande de connexion en tant que hub;

Joindre une copie de la décision d'approbation de la section santé du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé concernant une demande de connexion en tant que hub

satisfait aux mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel déterminées par la Commission de la protection de la vie privée, ainsi qu'aux normes minimales de sécurité définies par le Comité général de coordination de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale et approuvées par le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé;

Joindre une brève description des mesures de sécurité appliquées par le demandeur

 Les lignes directrices pour la Wallonie seront définies par le Gouvernement ultérieurement. Le cas échéant, un délai sera accordé à la plate-forme pour les respecter.

CADRE 3 : DESCRIPTION DES MISSIONS DE LA PLATE-FORME

Les missions attendues par la plate-forme à reconnaître sont les suivantes :

1. gérer et déployer les échanges électroniques des données de santé, sous la forme d'un concentrateur informatique dénommé « hub »;
2. sans préjudice des missions des autres organes compétents en matière de technologies de l'information et de la communication, conseiller le Gouvernement wallon lorsqu'il est amené à préparer ou à adopter des décisions relatives à la politique des technologies de l'information et de la communication en matière de données de santé;
3. mettre à la disposition des acteurs de santé l'accès à une base de données, dénommée « coffre-fort », permettant d'y placer les données de santé avec toutes les garanties requises de sécurité.

Je soussigné,

agissant au nom de

en qualité de

sollicite une demande de reconnaissance en tant que plate-forme d'échange électronique des données de santé et certifie que toutes les informations et données reprises dans le présent formulaire ainsi que dans les documents qui y sont joints sont exactes et véritables

Date : ... / ... / ...

Signature :

Listing des documents qui doivent obligatoirement être joints au formulaire :

- Copie des statuts du porteur de projet publiés aux annexes du Moniteur belge ;
- Autorisation du comité sectoriel du Registre national pour l'utilisation du numéro du Registre national ;
- Décision d'approbation de la section santé du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé concernant une demande de connexion en tant que hub ;
- Brève description des mesures de sécurité appliquées ;
- Document(s) démontrant notamment l'expérience des personnes attachées à la réalisation du ou des projet(s) décrit(s) dans le cadre 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2016 portant exécution des articles 418/3 à 418/14 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatifs à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé.

Namur, le 21 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27100]

21 APRIL 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 418/3 tot 418/4 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van een elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 418/3, tot 418/14;

Gelet op het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 mei 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2013;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé"(Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 21 juni 2013;

Gelet op advies 53/2014 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 3 september 2014;

Gelet op advies nr. 58.851/4 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In Titel 1 van Boek VII van het tweede deel van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid wordt een hoofdstuk VI, dat de artikelen 1607/1 tot 1607/10 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK VI. — Verzorgingsinstellingen - Erkenning van een elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens met het oog op de toekenning van een toelage

Art. 1607/1. Ten minste om de twee jaar voert het platform een informatica-audit uit, dat gegrond is op de veiligheid van zijn infrastructuur en van beheersprocedures.

Art. 1670/2. Binnen een termijn van zes maanden na zijn erkenning bestaat de in artikel 418/10, 4^o, van het decreetgevend deel van het Wetboek, bedoelde ploeg bovendien minstens uit :

- a) een staffunctie;
- b) een administratieve functie van universitair type of een gelijkwaardige functie;
- c) een secretariaat;
- d) een cel inzake ontwikkeling en steunverlening voor de gebruikers.

Art. 1607/3. Een erkenningsaanvraag kan binnen 30 dagen na de inwerkingtreding van dit besluit bij de Minister ingediend worden door elke vereniging of stichting die op grond van bewijsstukken bevestigt dat ze aan de in artikel 418/10 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde voorwaarden vervult.

De in het eerste lid bedoelde erkenningsaanvraag moet door de vereniging of de stichting aan de hand van het in bijlage bij dit besluit bedoelde formulier ingediend worden.

Binnen een termijn van dertig dagen na de afsluiting van de indiening van de erkenningsaanvragen beslist de Minister daarover of beslist hij de aanvragen bij de jury aanhangig te maken overeenkomstig artikel 418/11 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De jury die overeenkomstig artikel 418/11 van het decreetgevend deel van het Wetboek belast is met de selectie van de vereniging of de stichting die als platform erkend zal worden, bestaat uit de volgende leden :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister die de jury voorzigt;
- 2° een vertegenwoordiger van het Bestuur;
- 3° een vertegenwoordiger van de kruispuntbank voor de uitwisseling van gegevens;
- 4° een vertegenwoordiger van de door de Minister aangewezen gezondheidsactoren.

Een vertegenwoordiger van het platform eHealth is betrokken bij de werken van de jury.

De jury neemt een beslissing op gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen en deelt ze aan de Minister mee binnen een termijn van dertig dagen na aanhangigmaking; de onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Te rekenen vanaf deze beslissing erkent de Minister een platform.

Art. 1607/4. Om de drie jaar legt het platform zijn actieplan ter goedkeuring aan de Minister voor.

Art. 1607/5. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Minister een jaarlijkse forfaitaire toelage toe om de personeels- en werkingskosten van het platform geheel of gedeeltelijk te dekken.

De Regering kan investeringssubsidies verlenen, op basis van een verzoek van het platform, samen met een rechtvaardiging.

Art. 1607/6. § 1. De personeelsuitgaven, bestemd om de personeelskosten te dekken, worden in overweging genomen ten bedrage van de weddeschalen van de Waalse Overheidsdienst. De subsidies voor personeelskosten dekken :

- 1° de brutowedde van het personeel;
- 2° de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid, de kosten voor het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere verscheidene onkosten en de andere wettelijke en conventionele verplichtingen inzake personeel en sociaal-secretariaatskosten.

§ 2. De uitgaven voor personeel in dienst genomen middels een arbeidscontract worden als personeelskosten die niet overgenomen worden in het kader van een andere toelage of van elke maatregel inzake werkgelegenheidsondersteuning komen niet in aanmerking als personeelskosten, ongeacht de subsidiërende overheid.

Art. 1607/7. De werkingskosten worden overgenomen voor zover ze het platform in staat stellen zijn opdrachten te vervullen via lopende of kapitaalsuitgaven.

Art. 1607/8. De investeringstoelagen worden op basis van de desbetreffende facturen uitbetaald.

Art. 1607/9. Alvorens hij de erkenning opschort of intrekt, informeert de Minister vooraf het platform daarvan bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en maant hij bedoeld platform aan.

Het platform beschikt over dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de aanmaning van de Minister om zijn schriftelijke opmerkingen bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de Minister mee te delen.

De Minister beslist binnen dertig dagen na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde opmerkingen. De beslissing wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan het platform medegedeeld.

Art. 1607/10. Jaarlijks wordt er minstens één vergadering door de Minister gehouden om de nadere samenwerkingsregels met het platform vast te leggen, meer bepaald de regels inzake de naleving van de vervaldagen bepaald in de artikelen 418/3 tot 418/4 van het decreetgevend deel van het Wetboek en in dit besluit.”.

Art. 3. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

Bijlage

FORMULIER

Aanvraag tot erkenning als elektronisch uitwisselingsplatform van de
gezondheidsgegevens

Bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum aan de zending geeft, te zenden

Aan het kabinet van de heer Maxime PREVOT, Vice-President en Minister van Openbare Werken,
Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed, gelegen Place des Célestines, 1 te 5000 NAMEN

Bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum aan de zending geeft, te zenden

Aan het kabinet van de heer Maxime PREVOT, Vice-President en Minister van Openbare Werken,
Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed, gelegen Place des Célestines, 1 te 5000 NAMEN

Alle velden zijn verplicht tenzij anders is vermeld

VAK 1 : IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER

Benaming :

Juridisch statuut (aankruisen wat van toepassing is): **VZW**

STICHTING

Maatschappelijke zetel:

Straat :

.....

Postcode: **Woonplaats:**

Bedrijfszetel(en):

Straat :

.....

POSTCODE: **Woonplaats:**

ECB- Bedrijfsnummer:

Contactpersoon:

Telefoonnummer:

E-mail:

Een afschrift van de statuten bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad voegen

VAK 2 : ERKENNINGSVOORWAARDEN

De aanvrager levert het bewijs dat hij aan de volgende erkenningsvoorwaarden voldoet (in geval van positief antwoord, gelieve het overeenstemmende vak aan te kruisen):

opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

zijn activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied hebben;

samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de huisartsen en ziekenhuisgeneesheren, die zelf huisarts of ziekengeneesheer zijn;

zich ertoe verbinden om binnen een termijn van zes maanden na zijn erkenning over een ploeg te beschikken die minstens bestaat uit:

- een arts verantwoordelijk voor het medische toezicht;
- een raadgever inzake veiligheid van de informatie;
- een staffunctie;
- een administratieve functie van universitair type of een gelijkwaardige functie;
- een secretariaat;
- een cel inzake ontwikkeling en steunverlening voor de gebruikers.

zich aanpassen aan de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, aan artikel 458 van het strafwetboek dat het beroepsgeheim waarborgt, aan de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, aan de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen en de aanbevelingen in acht nemen van de beroepsorden die inzake gezondheid bevoegd zijn;

het samenwerkingsakkoord in acht nemen van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, alsook het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013;

over een machtiging beschikken van het sectoraal comité van het Rijksregister voor het gebruik van het Rijksregisternummer, overeenkomstig de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 5 mei 2014 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren;


Een afschrift van deze machtiging van het sectoraal comité van het Rijksregister voegen

zich houden aan het reglement om gezondheidsgegevens te delen tussen de gezondheidssystemen die verbonden zijn via het verwijzingsrepertorium van het eHealth-platform en, namelijk, de goedkeuring gekregen hebben van de afdeling gezondheid van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid over een verbindingsaanvraag als hub;

Een afschrift van de beslissing tot goedkeuring van de afdeling gezondheid van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid over een verbindingsaanvraag als hub voegen

voldoen aan de referentiemaatregelen voor de beveiliging van elke verwerking van persoonsgegevens bepaald door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, alsook aan de minimale beveiligingsnormen vastgelegd door het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid en goedgekeurd door het Sectoraal comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid;

Een korte beschrijving van de door de aanvrager toegepaste veiligheidsmaatregelen voegen

 De richtlijnen voor Wallonië worden later door de Regering vastgelegd. In voorkomend geval wordt een termijn aan het platform toegekend om ze na te leven.

VAK 3 : BESCHRIJVING VAN DE OPDRACHTEN VAN HET PLATFORM

De verwachte opdrachten van het te erkennen platform zijn de volgende:

1. de elektronisch uitwisselingen van de gezondheidsgegevens beheren en ontwikkelen onder de vorm van een concentrator, hierna "hub" genoemd;
2. onverminderd de opdrachten van de andere bevoegde organen inzake de informatie - en communicatietechnologieën, de Waalse Regering adviseren wanneer zij beslissingen moet voorbereiden of aannemen betreffende het beleid van de informatie - en communicatietechnologieën inzake gezondheidsgegevens;

de toegang tot een databank ter beschikking stellen van de gezondheidsactoren, hierna "safe" genoemd, waarin de gezondheidsgegevens kunnen worden opgeslagen met al de vereiste veiligheidswaarborgen.

Wat is(zijn) het(de) project(en) dat(die) de aanvrager wil uitvoeren om bovenvermelde opdrachten te vervullen ? (indien de ruimte hierna onvoldoende is, een bijlage voegen)

Het(de) document(en) die met name de ervaring van de personen belast met de uitvoering van het/de beschreven project/projecten voegen

Ondergetekende

handelend namens

als

vraag een erkenning als elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens en bevestig dat alle informatie en gegevens vermeld in dit formulier alsook in de bijgevoegde documenten juist en echt zijn

Datum: ... / ... / ...

Handtekening

Lijst van de documenten die verplicht bij het formulier gevoegd moeten worden:

- Afschrift van de statuten van de projectdrager bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad;
- Machtiging van het sectoraal comité van het Rijksregister voor het gebruik van het Rijksregisternummer
- Bbeslissing tot goedkeuring van de afdeling gezondheid van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid over een verbindingsaanvraag als hub;
- Korte beschrijving van de toegepaste veiligheidsmaatregelen;
- Document(en) dat(die met name de ervaring van de personen belast met de uitvoering van het/de in vak 3 beschreven project/projecten bewijst(ijzen).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 21 april 2016 tot uitvoering van de artikelen 418/3 tot 418/4 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens.

Namen, 21 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2016/15063]

Buitenlandse Consulaten in België

Op 22 april 2016 heeft de heer Bernard FONTAINE de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek Frankrijk te Doornik uit te oefenen, met als consulaire ressort Moeskroen en Doornik.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2016/15063]

Consulats étrangers en Belgique

Le 22 avril 2016, M. Bernard FONTAINE a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République française à Tournai avec comme circonscription consulaire les villes de Mouscron et Tournai.